

LES RÉSISTANTES.

FEMMES CONGOLAISES DANS LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ, L'INDÉPENDANCE ET LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

Elie P. NGOMA-BINDA, Professeur
Ordinaire à la
Faculté des Lettres et
Sciences Humaines/
Université de
Kinshasa.
Membre du Conseil
de Rédaction de
Congo-Afrique.
bindadekin@
gmail.com

Souvent on pense que le rôle de la femme face aux événements politiques majeurs qui se déroulent dans son pays se limite dans les petites coulisses invisibles de l'espace public, à la cuisine où se prépare la nourriture de l'homme en lutte, et surtout à la décoration et à l'embellissement de l'ambiance générale, spécialement par sa présence protocolaire, chorégraphique, « enchanteresse », « acclameuse » et applaudisseuse lors des festivités et réjouissances publiques, en l'occurrence au jour anniversaire de l'indépendance politique.

Du fait de l'ignorance de l'histoire et d'une déconsidération quasi naturelle, et injustement persistante à son égard, la femme est jugée de façon partielle voire partiale et surtout négligée en ce qui concerne la substance de son apport dans la lutte pour l'indépendance et la dignité de l'homme noir au Congo et, certainement, ailleurs en Afrique et dans le monde.

Mais l'ignorance est aussi consécutive à une mauvaise compréhension de ce qu'est l'indépendance souvent simplement comprise dans l'acte figé de proclamation, à une date donnée, de la souveraineté de son pays face à d'autres peuples du monde.

Il nous faut plutôt montrer, dans le cadre de notre pays, que la femme a joué et continue de jouer un rôle important dans le processus de l'indépendance politique. Et, quoique parfois de façon marginale ou discrète, elle oppose une résistance appréciable à la domination et à la gestion exclusiviste et dictatoriale du pouvoir politique par l'homme.

Pour cela, et au préalable, (1) il est utile de bien *faire comprendre ce qu'est l'indépendance*, en particulier en ce jour anniversaire de notre indépendance où les femmes des médias de notre milieu sont invitées à prendre conscience de la signification réelle de l'indépendance et de l'exigence de travailler à l'avènement d'un plus grand degré d'indépendance.

Note de l'Auteur –
Exposé d'une
conférence sur « Femme
et Indépendance »
organisée par
l'association « Les
Mamans de la RTNC/
Matadi » dans le cadre
de la commémoration
du 56^e anniversaire de
l'Indépendance de la
RD Congo, le jeudi 30
juin 2016. Révisé, il est
présenté à nouveau,
Dimanche 2 avril 2017,
auprès du « Mouvement
des Professeurs
Catholiques du Congo »,
Université de Kinshasa,
dans le cadre de la
clôture du Mois de Mars
dédié à la Femme.

Ensuite, (2) il faut, de manière brève, *décrire le contexte* à partir duquel a germé l'idée de l'indépendance politique et s'est déployée une résistance héroïque contre la domination étrangère sur les peuples du Congo. Également, la discussion nécessite de (3) *faire savoir que les femmes ont été très présentes sinon les toutes premières personnes à s'engager* et à réaliser des exploits remarquables dans le combat pour la dignité humaine de l'homme noir du Congo. De même, il convient d'indiquer, en le saluant, (4) *l'engagement de la femme congolaise de l'après-indépendance* dans la lutte pour la libération, généralement pas très visible, contre toutes les formes de gouvernance dictatoriale. Enfin, et naturellement, il faudrait (5) *désigner le mécanisme le plus efficace* dans le cadre de la maximisation de la contribution de la femme à la lutte pour l'indépendance politique. Celle-ci est entendue essentiellement, ici, comme lutte pour l'avènement d'une réelle démocratie politique, fondée sur les valeurs de la considération vis-à-vis de la personne humaine, de la justice pour tous, et du bien-être de chacun des citoyens dans la communauté nationale.

Toutes ces femmes qui ont lutté ou qui luttent aujourd'hui pour qu'advienne la reconnaissance de l'homme noir et pour que s'instaure une authentique démocratie politique dans notre pays, je les appelle des « résistantes ».

Bien comprendre l'indépendance

La femme n'est pas la seule personne à mal comprendre ce qu'est l'indépendance, mais c'est le peuple non suffisamment lettré tout entier. Il vaut donc la peine de saisir brièvement ce qu'elle est, même si la définition risque de sembler déjà évidente.

L'indépendance est à comprendre comme dégagement d'un individu, ou groupe d'individus, des contraintes imposées sur lui par des volontés extérieures. Elle est refus de toute soumission de soi à une quelconque volonté extérieure ; rejet de dépendre des autres sur le plan de ce qui concerne l'essentiel pour sa vie personnelle. Elle est synonyme d'autonomie vis-à-vis des autres, de leur volonté de domination sur les autres personnes ou peuples. L'autonomie implique la capacité pour soi-même d'être maître de soi, maître de son destin, maître de la régulation de toutes les possibilités conduisant à une vie digne et heureuse. Elle signifie, ainsi, autodétermination ou encore libération face à toute domination par les puissances extérieures, nationales ou internationales.

L'indépendance est, en somme, une quadruple exigence de libération de soi, ou d'accès à la liberté. Elle est liberté de l'être humain comme droit à disposer de son propre corps, lequel ne doit jamais être ni érodé ni violé dans son intégrité, ne doit jamais être commercialisé, et ne doit jamais être soumis à l'esclavage. Elle est liberté de la personne humaine comme

volonté de se dégager de toutes les contraintes, internes et externes, qui limiteraient ses propres capacités et possibilités d'existence. Elle est liberté comme refus de dépendre de l'aide des autres pour s'assurer une vie agréable et digne. Elle est liberté de l'être humain comme expression totale de soi à l'écart de toute dictature, en évoluant dans un contexte ouvert, transparent, démocratique, laissant chacun être ce qu'il veut être et veut faire dans le cadre des limites raisonnables communautairement fixées et reconnues en vue de l'ordre, de la paix et de l'harmonie dans la société.

En tant que telle, l'indépendance est toujours voulue complète ou totale. L'indépendance totale n'est sans doute pas possible, étant donné l'interdépendance nécessaire ou la complémentarité inévitable dans les rapports entre les nations et les personnes humaines. L'indépendance de l'un limite inévitablement l'espace d'indépendance ou de souveraineté de l'autre. Ce principe est aussi de mise dans les relations interétatiques. Il implique, au minimum, la réciprocité étant donné que, par une nécessité pratique, la domination des uns sur les autres est humainement et moralement inacceptable. Même s'il n'est pas aisé d'accéder à l'indépendance complète, il y a, néanmoins, un espace d'autonomie inaliénable, qui permet justement la réciprocité, et qu'il est indispensable de maintenir, de conserver et d'étendre au maximum pour atteindre à une vie d'indépendance réelle, à la fois politique, économique, culturelle et spirituelle. En fait l'indépendance n'est authentique, comme dans le cadre du mariage, que si elle refuse de se poser comme refus total de l'autre ; elle est plutôt dépendance réciproque rigoureusement définie et librement assumée.

L'indépendance est nécessaire en tant qu'elle confère de la dignité humaine aux personnes, aux peuples, aux nations. Elle est, dans ce sens, un effort permanent de conquête de meilleures conditions de vie libre et heureuse. Comme il en est de toute forme de liberté, on n'a jamais fini de conquérir l'indépendance. En matière d'indépendance, « *a luta continua* », la lutte continue, même si et surtout parce que la victoire n'est jamais totalement certaine.

Dans cette perspective, il est indispensable de considérer que toute lutte pour la bonne gouvernance politique d'une nation est un combat pour l'indépendance, pour la dignité de la personne humaine et de la patrie. Autrement dit, la lutte pour la démocratie politique est la continuation de la lutte pour l'indépendance complète des citoyens d'une communauté humaine donnée. L'indépendance politique acquise à une certaine date ne constitue qu'une étape dans la lutte pour l'indépendance idéalement complète. Nous ne sommes pas indépendants. Nous le devenons, par un effort quotidien sans fin, à travers une conquête progressive de plus grands espaces d'indépendance, d'autonomie, d'une vie sans contraintes ni matérielles ni spirituelles, ni économiques ni politiques.

Aux sources de l'indépendance congolaise : une funeste situation insupportable

La question de l'indépendance du Congo se pose depuis et à partir de la pénétration européenne esclavagiste, puis coloniale et missionnaire, en terre africaine de l'ancien Royaume du Kongo¹. Ce dernier, on le sait, couvrait une large partie de la République Démocratique du Congo, de l'Angola, du Congo Brazzaville, et aussi du Gabon. L'accueil particulièrement hospitalier que, au cours des siècles, les rois et reines de ce Royaume réservent aux missionnaires portugais et hollandais comme porteurs de possibilités d'enrichissement humain, culturel et matériel, s'est vite révélé être une funeste semence d'insupportables tragédies et catastrophes pour les hommes et les femmes de cette portion de terre de la planète.

Les accords d'hospitalité, de paix et de coopération signés entre les deux parties, et qui étaient attendus être mutuellement avantageux, se sont conclus sur fond d'arrière-pensées et de fourberie de la part des blancs nouvellement venus sur les terres Kongo. Et, naturellement, dans leur rage pour l'enrichissement colossal rapide, ceux-ci ont unilatéralement et systématiquement violé ces accords, abusant de la très généreuse hospitalité qui leur était offerte.

En effet, livré à la malchance de se situer sur la côte maritime d'arrivée des étrangers outre-océaniques, de ce fait ouvrant ou exposant le peuple kongo au monde entier, à leurs richesses comme à leurs vices, et convoité à l'extrême pour l'abondance de ses richesses en bras humains puissants comme en métaux précieux, le Royaume Kongo sera soumis à une tragique et terrible traite d'êtres humains organisée, triangulairement, du Congo vers l'Europe (spécialement à Liverpool en Angleterre), et de l'Europe vers l'Amérique.

Des razzias des plus belles jeunes femmes du royaume seront instituées, et des campagnes de capture d'hommes valides et robustes seront conduites, sans répit, pendant des siècles, par de fortes colonies de soldats et de missionnaires à la recherche des « bois d'ébène », d'hommes noirs à vendre vers les champs agricoles au-delà de l'océan atlantique. À la faveur d'un arsenal guerrier technologiquement supérieur et du recrutement de mercenaires noirs bien ignorants ou volontairement traîtres à leur propre cause, l'accaparement des terres des autochtones sera systématique au détriment des habitants hôtes du Royaume. Et la destruction radicale de la culture et des modes de vie kongo sera savamment organisée, au nom de la religion chrétienne, à travers une entreprise dite de civilisation des « primitifs », des « sauvages » aux âmes « païennes » qu'il fallait absolument contraindre au baptême pour leur assurer le salut éternel par la sainte grâce chrétienne.

1 George BALANDIER, *La vie quotidienne au royaume de Kongo. Du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 1965.

Une telle situation d'occupation, d'esclavagisme, de colonisation, de génocide culturel, de domination et de traitements inhumains sauvagement dégradants infligés à des êtres humains était, désormais, absolument intolérable, au nom de la fierté personnelle et de la dignité humaine.

Des hommes courageux et déterminés se sont levés pour contester et combattre de toutes leurs énergies cette calamité créée et apportée sur leurs terres par des peuples d'Europe, venus par la félonie soumettre des êtres humains dont ils doutent, parce que noirs, qu'ils aient été dotés d'âme par ce même Être suprême qu'ils adorent. Mais des femmes valeureuses ont aussi pris part, de manière active, courageuse et décisive, à la lutte pour la libération des peuples congolais des griffes d'étranges étrangers aux cœurs et mœurs particulièrement barbares, sadiques et cyniques.

Deux jeunes femmes du Royaume Kongo dans la lutte pour la dignité et l'indépendance

Parmi les nombreuses femmes qui se sont dressées, au sein du Royaume Kongo, contre l'infamie de la soumission des noirs autochtones propriétaires des terres africaines par les nouveaux venus, *deux femmes* n'ont pas été oubliées et ne seront jamais oubliées par l'histoire, du fait de leurs faits et exploits politiques d'une grandeur remarquable.

La première est *Nzinga Mbandi*, également appelée *Dona Ana Nzinga de Sousa*, née en 1583 d'une famille royale. À la mort de ses parents, elle régnera successivement sur deux « États vassaux » ou Royaumes « Provinciaux » du Royaume du Kongo : le Royaume de Ndongo et le Royaume de Matamba (tous deux actuellement situés en terre angolaise). Elle a accédé au trône en 1626, après que le fils de son frère duquel elle faisait la régence ait été enlevé par les Portugais et emmené au loin vers des terres et destins inconnus.

Elle conclut des alliances de paix et de coopération commerciale avec le Gouverneur Joao Correia de Sousa envoyé par le roi du Portugal pour occuper les terres du royaume et s'installer à Luanda dans le but clair et avoué de faire fortune peu après l'arrivée en 1483 de Diego Cao à Moanda ou Banana, embouchure du fleuve *Nzadi*.

Mais, très vite, la jeune dame prendra conscience de la nature viscéralement mauvaise de l'homme blanc nouvellement venu s'installer sur les terres du Royaume. Et elle se résoudra à assumer courageusement le dessein que son frère décédé s'était donné : celui de combattre les Portugais pour récupérer le Mbanza *Ambaca* (et détruire la forteresse que les Portugais venaient d'y construire), et aussi celui de délivrer et récupérer les captifs Kongo, hommes et femmes que, rageusement, les Portugais s'employaient à capturer et à vendre pour aller servir d'esclaves en Europe et en Amérique.

Habile tacticienne, Ana Nzinga mène des pourparlers avec le Gouverneur portugais installé à Luanda pour que, à la faveur de ses armes, ce dernier contraigne les mercenaires « Imbangala » à cesser les raids de captures de ses sujets dans le Royaume. Mais, malgré les accords de paix conclus, le Portugal ne les respectera pas, et n'aura guère de considération pour la Reine.

Ne se décourageant point, et en redoutable diplomate, elle conclut des accords avec les Pays-Bas pour combattre les Portugais, promettant à ceux-là de leur ouvrir la voie du commerce à travers la Province royale de Matamba. Mais, les Hollandais, frères de race des Portugais, ne seront guère fidèles, eux non plus, aux engagements d'alliance avec la belle et jeune courageuse Reine Nzinga. Celle-ci entre dans la guerre, participe personnellement aux batailles et remporte des victoires décisives dans ses harcèlements incessants sur les armées portugaises.

À l'âge avancé, Nzinga se retire à Matamba et conclut des accords de paix avec le Portugal. Elle meurt le 17 Décembre 1663, soit deux ans avant la bataille d'*Ambuila* au cours de laquelle les Portugais alliés aux peuples Yaka détruisent Mbanza-Kongo, la capitale du Royaume du Kongo.

La seconde femme dont le nom a été retenu de la période pré-indépendance est *Ndona Béatrice Kimpa Vita*, née en 1684, et dont la vie est de plus en plus connue par notre peuple grâce aux efforts de restitution de sa mémoire par les historiens et par les autorités politiques, de l'Angola et des deux Congo. Dans le présent petit exposé, nous nous limitons à relever quelques éléments de sa vie, pour souligner davantage l'importance de cette jeune fille exceptionnelle².

On sait que, avec la bataille d'Ambuila (en 1665), le royaume est défait, détruit, et ses habitants se sont éparpillés. En particulier, le Royaume se trouve divisé en trois parties, avec trois rois protégés chacun par son prêtre missionnaire blanc : *Kibenga*, qui s'est installé à Mbanza Kongo ; Joao II *Nzuzi Ntamba*, à Kongo di Lemba (à Bula) ; et *Don Pedro IV* (Ndo Mpetelo), à Mont Kibangu (dans l'actuel Kongo Central).

Le peuple kongo est profondément affligé face à une telle situation de destruction d'un Royaume jadis fort et prestigieux par son organisation, et dont la culture était de grande admiration aux yeux de tous les observateurs. Malgré le temps qui se sera abondamment écoulé, des ruines et cendres du royaume naissent des frustrations, des colères et aussi des volontés farouches de restauration du royaume.

À peine âgée de 22 ans, la jeune Kimpa Vita (née en fait *Nsimba*, selon certains chercheurs) en a une conscience patriotique aiguë et se décide à prendre la tête de la résistance politique et culturelle contre les esclavagistes européens, laïcs et missionnaires en grande partie portugais et espagnols,

2 Pour plus d'informations, voir Ibrahim BABA KAKE, *Dona Béatrice. La Jeanne d'Arc congolaise*, Paris - Dakar, ABC et Nouvelles Éditions Africaines, 1976.

venus au Kongo et œuvrant sournoisement, blottis sous la couverture de desseins civilisateurs et évangélisateurs sur les terres du Royaume. Elle mène une intense activité politique visant à restaurer le royaume divisé. Pour cela, et soutenue par sa grand-mère la Prophétesse *Mafuta Appolonia* (dédaigneusement surnommée *Fumaria* par les missionnaires), elle crée un mouvement politico-religieux dénommé « Mouvement des Antonins », et elle entreprend d'aller convaincre le roi Don Pedro IV (Ndo Mpetelo), qui s'était réfugié sur le Mont Kibangu, de revenir à Mbanza-Kongo pour rétablir la capitale du royaume. Elle prophétise que cette montagne allait s'écrouler si jamais le roi fugitif continuait à refuser d'écouter sa voix. De fait, et en semonce, de violentes pluies diluviennes, jamais connues auparavant, s'abattirent sur la région menacée de déluge. Cet événement – probablement accidentel – convainquit cependant le roi sur les pouvoirs de la jeune Kimpa Vita et rassembla davantage le peuple autour d'elle. Elle est acclamée et adorée par tous, dit le Père Bernardo da Gallo, en témoin oculaire, comme « restauratrice, dominatrice et seigneur du Kongo ».

En effet, converti au christianisme, et soumis aux pressions et chantages des missionnaires capucins, en particulier du Père Bernardo da Gallo, à travers qui il croit trouver la protection et qu'il attend la couronne royale qui devait lui venir du Pape (selon la bulle du *Padroado*, droit de patronage – un droit donné en 1436 par le Pape aux rois du Portugal et de l'Espagne de posséder des territoires des peuples africains en Afrique et de les christianiser, de gré ou de force, par tous les moyens pacifiques ou militaires), le roi Dom Pedro cède et fait juger la petite Kimpa Vita. Condamnée à mort du chef d'hérésie religieuse contre la foi chrétienne, elle est brûlée vive, avec son mari Jean Barro (ou Balu) le dimanche 2 juillet 1706.

On notera que, patriote d'une force d'âme extraordinaire, Kimpa Vita a subi un martyre semblable à celui qui fut infligé à une jeune française, du nom de Jeanne d'Arc d'Orléans, brûlée vive par les Anglais, en 1431 à Rouen à l'âge de 19 ans, et devenue, réhabilitée d'hérésie, « mère de la nation française ». Peut-on penser qu'un jour viendra où Kimpa Vita pourra être réhabilitée, pleinement honorée et sacrée « reine-mère de la nation congolaise » ?

En tout cas, ces deux jeunes femmes, Ana Nzinga et Béatrice Kimpa Vita, sont exemplaires dans l'histoire du Kongo, et du Congo, de par leur courage politique et leur détermination à refuser la dépendance et la soumission vis-à-vis des étrangers envahisseurs, destructeurs du Royaume, de sa culture et de son histoire.

Des femmes résistantes de l'après-indépendance : actrices de la lutte pour la démocratie politique contre la dictature et la mauvaise gouvernance

Mais quand arrive la lutte contre la colonisation belge, dans les années 1950, les femmes n'apparaissent guère de manière visible, du fait

principalement, de l'absence d'une éducation à l'école moderne, occidentale. Ce sont, dans tous les partis politiques naissants, exclusivement des hommes, jeunes intellectuels ou « évolués », qui mènent la résistance aux côtés, principalement, de Joseph Kasa-Vubu pour l'Alliance des Bakongo (ABAKO), et de Patrice Lumumba pour le Mouvement National Congolais (MNC).

Dans un livre intitulé « *Démocratie, femme et société civile en Afrique* »³, nous avons fait voir les efforts d'engendrement, par la femme essentiellement, d'un espace public politique investi par une nouvelle forme de pratique du pouvoir politique où la femme devrait occuper une place équitable.

Il y est noté que c'est avec la résistance contre la dictature interne, instaurée par le Président Mobutu Sese Seko, que l'on voit les femmes, intellectuelles, apparaître plus ou moins en premières lignes. Et c'est avec le Parti Lumumbiste Unifié (PALU) d'Antoine Gizenga qu'on voit une militante figurer parmi les acteurs politiques de l'Opposition. Il s'agit de Madame *Thérèse Pakasa*. Pendant l'exil du chef du parti, cette dernière mène des actions clandestines de lutte pressante et particulièrement courageuse contre le pouvoir dictatorial de Mobutu. Malheureusement, à cause de dissensions au sein du parti, et cela à l'exemple de la plupart des partis du pays, Madame Pakasa ne sera jamais appelée à occuper des fonctions politiques lorsque Gizenga sera nommé Premier Ministre à la faveur des élections politiques de 2006.

C'est seulement avec la vague de libération politique du Congo contre le régime oppressif du Président Mobutu que des femmes, de plus en plus nombreuses, apparaissent timidement sur la scène politique de notre pays. Quelle que soit l'époque, toute lutte contre la dictature est bel et bien un combat pour l'indépendance du peuple. Elles comptent donc comme actrices de la construction dynamique de notre indépendance vis-à-vis des forces néocoloniales internes, tout autant oppressives que la domination coloniale.

Mais la quasi-totalité d'entre elles se rangent du côté du pouvoir en place. Celles qui résistent à toute forme de dictature nouvelle sont peu nombreuses. Ce sont, principalement : Justine Mpoyo Kasa-Vubu (du *Mouvement des Démocrates* - MD), Rose Ntumba Bijika (du *Front Commun des Nationalistes*), Ève Bazaiba Masudi (de l'*UDPS* puis du *MLC*), Marie-Jeanne Lusamba Bukasa (dite Madame Thatcher, du *Rassemblement des Démocrates Conciliants*), Marie-Thérèse Nlandu (de *Congo Pax*). Un peu plus récemment, Madame Henriette Wamu a créé un parti politique qui se situe dans l'Opposition ; et, par ses propres efforts, elle est parvenue à se faire élire Députée nationale.

Il y en a d'autres sans doute, à découvrir, et qui auront fait preuve d'une authentique volonté sincère de libérer la patrie de toutes les formes de domination, comme *Madame Isalu*, surnommée « mère courage », ancienne Députée au Parlement national de la période mobutienne.

3 Elie P. NGOMA-BINDA, *Démocratie, femme et société civile en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2012.

Par ailleurs, le bel engagement intellectuel et politique de *Madame Sophie Zala Nkanza*, ancienne épouse du Professeur Marcel Liau Eboa, témoigne d'une politique sincère de valorisation de l'homme et de la femme au Congo. En plus du parti politique qu'elle a fondé, dénommé « *Force Populaire Africaine* » (FPA), elle a fait voir dans ses travaux scientifiques que la présence européenne depuis le 15^e siècle a généré et, aujourd'hui encore, continue d'entretenir le sous-développement du Congo⁴. Et, à travers des écrits et des conférences d'éveil des consciences, elle a grandement contribué à mieux faire connaître Kimpa Vita, jeune figure politique patriote qu'elle offre en modèle de résistance héroïque contre la domination, extérieure comme interne. Elle considère, à juste titre, que toute dictature détruit l'indépendance économique, politique et spirituelle des individus et des nations. Pour faire face aux dangers de perte ou de privation de l'indépendance, elle nous invite (1997) à nous situer dans la perspective du « renouveau politique » en nous inspirant de l'entreprise de Dona Béatrice Kimpa Vita en faveur du projet de restauration du Royaume Kongo. Il s'agit aussi de voir et d'exercer autrement la politique, en promouvant une politique qui soit effectivement au service du peuple, au-delà des slogans démagogiques et mensongers.

Pour cela, il est impératif de réaliser une révolution de l'esprit qui fasse que « le peuple africain relégué au rang de consommateur des pensées produites en dehors de lui (...) s'engage résolument dans la production intellectuelle pour accélérer son développement ».

Ainsi, résistante intellectuelle, Sophie Zala Nkanza nous invite⁵ instamment à réaliser une « révolution de l'intelligence » pour inventer les moyens et mécanismes intelligents et rigoureux nous permettant d'engager correctement et efficacement le travail de la « libération des peuples noirs de la domination des pouvoirs néo-coloniaux ». Jouir de l'indépendance c'est, à ses yeux, « combattre la domination de l'être humain par un autre être humain ».

En plus, il est peut-être intéressant de signaler que, dans le combat politique pour l'alternance au pouvoir et pour une meilleure gouvernance envisagée comme possibilité de libération politique et économique du pays, Madame *Wivine Nlandu Kavidi* a été, comme sa sœur Thérèse, candidate à la Présidence de la République aux élections de 2006. Avec elle il y avait Catherine Nzuzi wa Mbombo, Justine Kasa-Vubu, Marie-Jeanne Bukasa. Au-delà de la curiosité que suscite une compétition politique sans rémission au sommet entre deux personnes de la même famille biologique restreinte,

4 Sophie L. ZALA N'KANZA, *Les origines sociales du sous-développement politique. De Padroado à la loi fondamentale 1480-1960*, Kinshasa, Presses Universitaires du Zaïre, 1985.

5 Sur Kimpa Vita voir, outre Ibrahim Baba Kake, les ouvrages suivants accessibles aux lecteurs : Sophie L. ZALA N'KANZA, *Kimpa Vita alias Dona Béatrice. La Jeanne d'Arc congolaise*, Kinshasa, 1997 ; Jean-Claude NTUALA Kimpuny, *Lettre à Kimpa Vita. Essai*, Wavre - Bruxelles - Kinshasa, Éditions Mabiki, 2012.

il est sans doute nécessaire de lire dans cet incident une légitime ambition de participation des femmes à l'instauration d'un réel régime de bonne gouvernance politique, la seule qui conduise effectivement à l'indépendance véritable d'une nation.

On signale qu'au Parlement actuel des femmes de l'Opposition s'organisent de manière à mener leur lutte politique d'une façon plus efficace. Elles ont créé, en 2013, une association qu'elles dénomment « Tribune des Femmes Politiques de l'Opposition ». Elle est dirigée, comme Secrétaire Exécutive, par Madame Fifi Osambia, membre du Mouvement de Libération du Congo (MLC).

Enfin il serait injuste de ne point mentionner les luttes, sans doute discrètes mais fermes et courageuses, que les femmes travailleuses mènent jour et nuit, et pas seulement à partir des organisations syndicales, pour le développement du pays. Dans un ouvrage qui vient d'être réédité⁶, on fait voir la très précieuse contribution des femmes dans l'élaboration dynamique de notre société tendue vers la plénitude de l'indépendance authentique. Car, le travail fait avec acharnement, honnêteté et une claire conscience patriotique participe bel et bien de la lutte pour le développement comme accès à l'indépendance, économique, politique et culturelle.

En particulier, quand les *femmes des médias* travaillent à interroger avec acharnement et fermeté les acteurs politiques, partisans de la majorité et opposants, concernant leurs stratégies de gestion du pays, elles sont sans conteste, ces journalistes femmes, de grandes actrices œuvrant de façon efficace à l'avènement d'une conscience patriotique authentique vis-à-vis de notre pays, dont le regard est légitimement fixé sur l'horizon de l'émergence, prélude d'une grande marge d'indépendance et de négociation efficace de notre destin au sein des peuples mondialisés et qui n'entendent laisser, chacun, aucune place ni chance de survie aux nations faibles.

Des voies de maximisation de la lutte de la femme pour la démocratie politique

En conclusion, il nous faut reconnaître que la femme congolaise a participé et participe, aujourd'hui encore, à la résistance contre le mal de l'oppression, de la colonisation, de la dictature politique. Elle travaille à l'avènement de l'indépendance réelle conçue comme démocratie politique. Dans le contexte actuel, Ève Bazaiba Masudi occupe une place remarquable dans les esprits. Et, au-delà d'elle, l'histoire scrutée d'une meilleure façon nous le prouve de manière évidente.

Mais il faut, à la femme, plus d'engagement et, donc, plus d'audace, plus de courage politique. Pour cela, il lui faut plus d'éducation, plus de

6 P. NGOMA-BINDA, *Rôle de la femme et de la famille dans le développement. Argument pour la justice et l'égalité entre les sexes*, Kinshasa, (2^e édition) Médiaspaul, 2015.

capacité d'engagement politique et plus de responsabilité vis-à-vis de la chose commune qu'est la patrie, et plus de force économique et financière.

Par ailleurs, il semble que l'homme, l'autre soi-même de la femme, a l'obligation morale d'assumer la responsabilité patriotique d'aider cette dernière à devenir un réel acteur politique sur la voie de la résistance à la division, à l'éparpillement des énergies, et au gaspillage des ressources humaines et financières par une mauvaise gouvernance administrative et politique.

Pour qu'elle soit efficiente, l'aide à la femme doit passer, en plus de l'incitation à l'éducation la plus élevée possible, par l'instauration des mécanismes lui permettant d'accéder aux postes de pouvoir les plus élevés.

Dans ce sens, on pense généralement au renforcement des capacités de pénétration et d'engagement actif dans l'enceinte publique politique où le sexe masculin est exclusivement majoritaire. On incite à la participation politique, à travers des actions de formation organisées en faveur des femmes et même de création des partis politiques comme le font les hommes. Et on évoque l'exigence de conférer un plus grand pouvoir financier à la femme.

Nous pensons, pour notre part, que l'institution de ce que nous voudrions appeler un *quota raisonné* aux élections en faveur de la femme est le meilleur et le plus efficace d'entre tous les mécanismes visant la promotion de la femme⁷. Le quota raisonné est celui qui est fixé légalement de façon équitable et raisonnable, en faveur des femmes les plus désireuses de s'engager en politique, et en tenant compte des critères objectifs pertinents, comme ceux du niveau d'éducation élevé et de la capacité à discuter de façon rationnelle et suivant les vertus morales requises en société.

Cette option implique de savoir que la *parité*, telle qu'elle est conçue dans notre système juridique comme à la fois « égalité » et « équité », est une réelle duperie ou, tout au plus, une illusion d'optique offerte à la femme par l'homme. On n'atteindra probablement jamais la parité, ni en politique ni dans les autres secteurs de la vie. Néanmoins, ainsi qu'on le voit dans quelques pays du monde (au Rwanda en particulier), il est possible de s'approcher sensiblement du 30% de représentation de la femme aux postes de pouvoir, quota réclamé depuis la Conférence de Beijing (Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, 1995), et il est même possible, avec une réelle volonté de la part des décideurs, d'atteindre la parité politique parlementaire à partir de l'application du système de quota raisonné. ■

7 Pour des détails sur cette question très controversée, voir NGOMA-BINDA, *Démocratie, femme et société civile en Afrique*, op. cit., 2012, pp. 82-90.